



Regard sur l'**E**conomie et les **E**ntreprises **L**yonnaises

Flash conjoncture n°3

SYNTHESE

L'incertitude reste forte quant aux évolutions de la crise sanitaire et à l'environnement économique des entreprises lyonnaises. Malgré tout, le niveau d'activité des entreprises de la région s'est fortement redressé depuis mai 2020 dans la plupart des secteurs et le deuxième confinement a eu un impact beaucoup moins important sur les résultats, hors secteurs contraints à la fermeture.

Les conséquences de la crise sur l'emploi sont cependant sensibles : les déclarations d'embauche ont diminué de 30% au cours de l'automne par rapport à l'an passé, et l'emploi salarié est en baisse marquée au troisième trimestre dans les services aux entreprises et dans l'industrie. Parallèlement, le nombre de demandeurs d'emploi s'accroît (+6% en un an dans la métropole de Lyon en catégories A, B et C), ainsi que le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (+10% en un an).

Les dispositifs de soutien mis en place aux niveaux national et local ont été largement utilisés par les entreprises lyonnaises. Vous en trouverez une synthèse en pages 4 et 5.

CHIFFRES CLES

596 380 emplois salariés privés

Urssaf, 3^e trimestre 2020

87 330 demandeurs d'emploi de catégorie A

Pôle Emploi, données brutes, fin novembre 2020

44 580 foyers bénéficiaires du RSA

Métropole de Lyon, novembre 2020

8,8 % taux de chômage

Insee, 3^e trimestre 2020

850 procédures collectives

Tribunal de commerce de Lyon, année 2020

■ Niveau d'activité des entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes : industrie

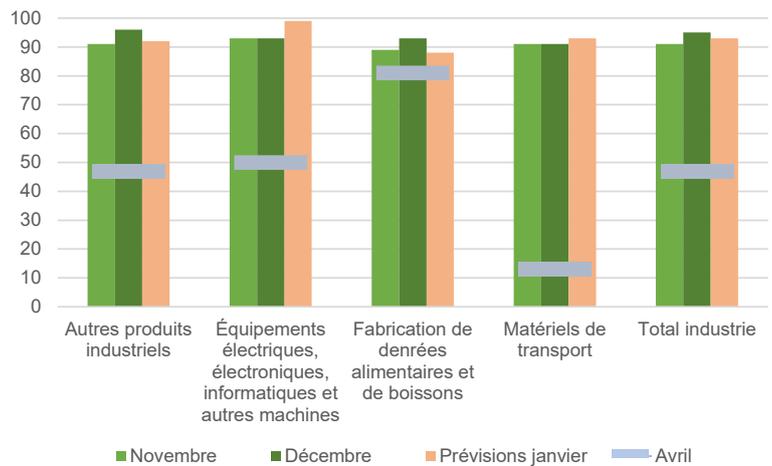
Dans l'industrie, la production plutôt bien orientée en décembre

La production s'est intensifiée en décembre dans la plupart des secteurs industriels, en raison d'entrées de commandes plus dynamiques, sur le marché domestique comme en provenance de l'étranger.

Une partie des livraisons a été assurée par prélèvement sur des stocks qui restent ainsi parfaitement maîtrisés. Le taux d'utilisation des capacités de production, à 75%, n'est pas encore revenu au niveau qui était le sien début 2020 (79%).

Bien que les carnets de commandes aient gagné en consistance depuis plusieurs mois, ils apparaissent encore un peu étroits et les prévisions d'activité, de fait, assez prudentes.

Jugement des dirigeants sur le niveau d'activité de leurs entreprises
(en pourcentage du niveau jugé « normal »)



Périmètre : Auvergne-Rhône-Alpes

Source et texte : Banque de France, Tendances régionales, décembre 2020

https://www.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/tr_auvergne-rhone-alpes_decembre-2020.pdf

■ Niveau d'activité des entreprises en Auvergne-Rhône-Alpes : services marchands

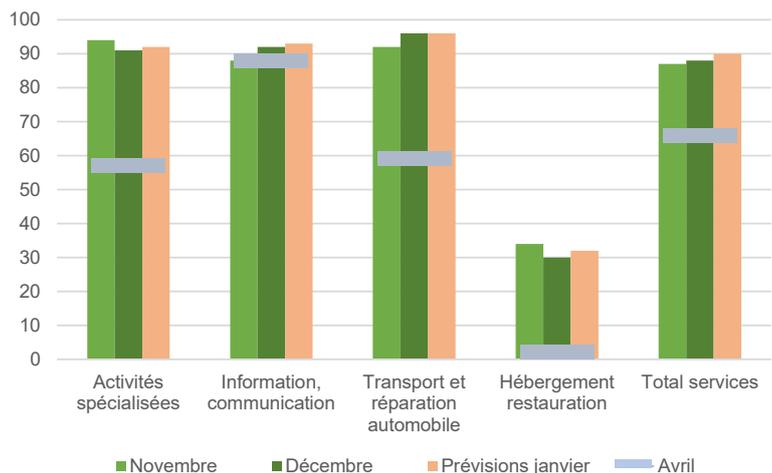
Dans les services marchands, une stabilisation en décembre

L'activité dans les services s'est stabilisée en décembre, après la chute enregistrée en novembre, principalement causée par les mesures de reconfinement qui ont surtout pesé sur le secteur de l'hébergement-restauration.

La période des fêtes a été propice à un certain rebond dans le travail temporaire et à un maintien d'un courant d'affaires favorable dans les activités informatiques. De son côté, l'ingénierie technique a du mal à retrouver, sur la durée, un niveau d'activité favorable et le transport routier stagne depuis le reconfinement.

Des tensions sur les prix se confirment depuis la rentrée. La situation d'ensemble devrait peu évoluer à court terme.

Jugement des dirigeants sur le niveau d'activité de leurs entreprises
(en pourcentage du niveau jugé « normal »)



Périmètre : Auvergne-Rhône-Alpes

Source et texte : Banque de France, Tendances régionales, décembre 2020

https://www.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/tr_auvergne-rhone-alpes_decembre-2020.pdf

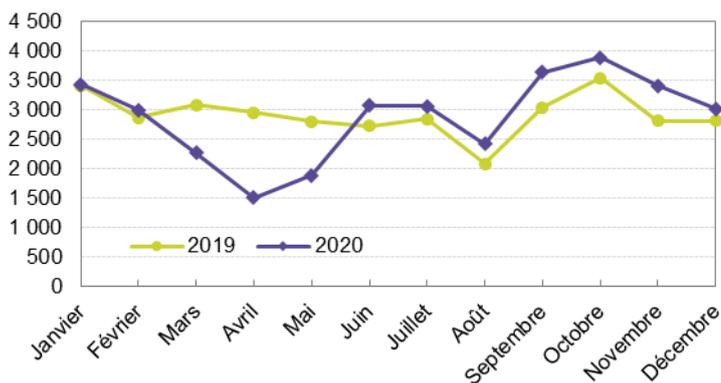
■ Créations d'entreprise

Progression de 7% des créations d'entreprise en un an

3 024 entreprises ont été créées dans le Rhône en décembre 2020. La hausse, de 7% par rapport à l'année précédente, est équivalente à celle observée au niveau régional. L'augmentation est beaucoup plus forte dans l'ensemble du territoire français : +19%.

Dans le département la hausse est portée par l'immatriculation des sociétés (+35%). Les créations d'entreprises individuelles restent majoritaires (70% de l'ensemble) mais sont en léger recul par rapport à 2019 (-1%).

Nombre de créations d'entreprise dans le Rhône



Périmètre : Circonscription départementale du Rhône

Source : Insee (données brutes)

Evolution du nombre de créations d'entreprise entre décembre 2019 et décembre 2020

Rhône	Auvergne-Rhône-Alpes	France
+7 %	+8 %	+19 %

■ Défaillances d'entreprise

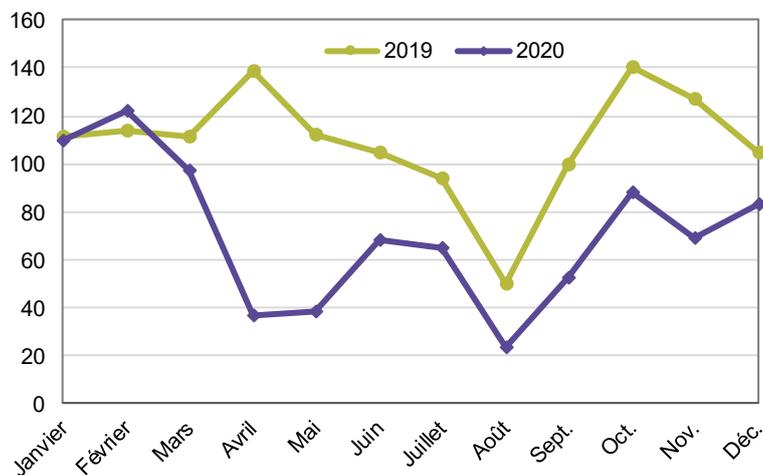
Seulement 850 procédures collectives en 2020

Au cours de l'année 2020, 850 procédures collectives ont été ouvertes par le Tribunal de commerce de Lyon, soit 35% de moins qu'en 2019 (1 310 procédures). Comme au niveau national, les entreprises lyonnaises ont été soutenues par les mesures exceptionnelles mises en place (prêt garanti par l'Etat, report de charges ou d'échéances de prêt, activité partielle...) ainsi que par l'application de règles particulières concernant les cessations de paiement.

Les inquiétudes sont fortes pour 2021, lorsque les entreprises devront commencer à rembourser leurs dettes (prêts garantis par l'Etat et éventuelles dettes antérieures) ainsi que les charges reportées, dans un contexte économique incertain. Une explosion des défaillances, et notamment des liquidations judiciaires (qui représentent 80 % des procédures), est redoutée par les tribunaux de commerce.

Les procédures amiables ont été peu utilisées. Si le nombre de sauvegardes progresse de 62% au Tribunal de Lyon (34 entreprises concernées en 2020), les mandats ad hoc ainsi que les conciliations sont en baisse (respectivement -18% et -25%).

Evolution des procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon



Périmètre : Circonscription départementale du Rhône hors Villefranche-Tarare

Procédures collectives : sauvegardes, redressements judiciaires, liquidations judiciaires (y compris les résolutions de plan)

Source : Tribunal de commerce de Lyon

■ Prêts garantis par l'Etat (PGE)

21 800 PGE accordés dans le Rhône

Au cours de l'année 2020, 21 800 PGE ont été accordés dans le Rhône, pour un montant global de 4,8 milliards d'euros. Le département représente 34% du montant global des prêts accordés au niveau régional.

Le montant moyen des prêts s'établit à 219 300 euros, c'est plus qu'au niveau régional (170 580 euros) et national (203 820 euros).

Le commerce est le premier secteur bénéficiaire dans le département. 1,1 milliard d'euros de prêts lui ont été accordés, cela représente 23% du montant global des PGE départementaux. Le commerce est également le premier secteur bénéficiaire en Auvergne-Rhône-Alpes et en France.

Avec 19% du montant global des prêts (917 millions d'euros) les activités spécialisées, scientifiques et techniques constituent le second secteur bénéficiaire. Elles sont au troisième rang dans la région (12% de l'ensemble) et en France (10%).

L'industrie manufacturière représente 12% des prêts (595 M€), c'est moins que dans la région (19%) et en France (16%).

■ Fonds de solidarité

409 millions d'euros pour 63 600 entreprises

Bénéficiant au début de la crise sanitaire aux plus petites entreprises, le dispositif d'aide a évolué au cours de l'année en termes de seuil de salariés ou de secteur selon les contraintes qui pèsent sur les entreprises (fermeture au public par exemple). Ainsi au cours de l'année 2020, 63 609 entreprises du Rhône ont bénéficié du fonds de solidarité pour un montant global de 409 millions d'euros. Les entreprises bénéficiaires ont reçu en moyenne 3,4 aides.

Le Rhône représente 27% du fonds de solidarité régional.

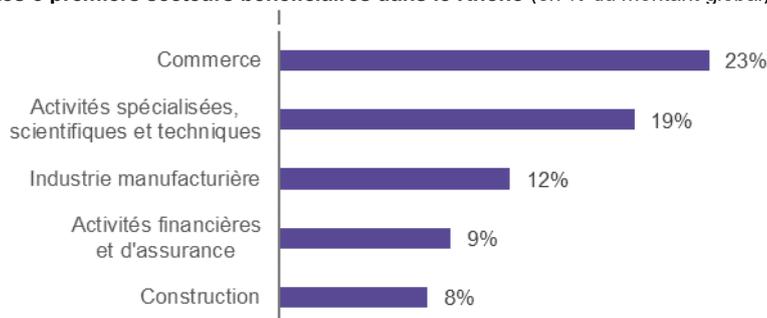
Secteur fortement touché par la crise, qui fait face à des fermetures, l'hébergement-restauration est le premier bénéficiaire dans le département. (77,6 M€, 19% du montant global). Le secteur représente 24% du fonds régional et 22% du fonds national.

Le commerce est le deuxième secteur bénéficiaire du fonds de solidarité dans le Rhône ; c'est également le cas en Auvergne-Rhône-Alpes et en France.

Prêts garantis par l'Etat en 2020

	Nombre de PGE	Montant total (en milliards €)	Montant moyen (en €)
Ain	5 400	1,0	182 760
Isère	12 910	2,0	156 700
Loire	7 432	1,1	147 660
Rhône	21 798	4,8	219 300
Auvergne-Rhône-Alpes	83 043	14,2	170 580
France	638 034	130,0	203 820

Les 5 premiers secteurs bénéficiaires dans le Rhône (en % du montant global)



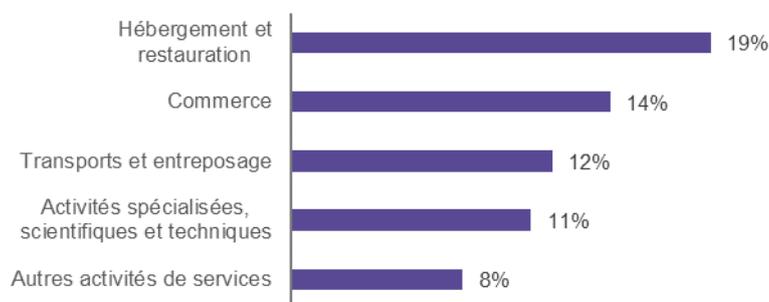
Périmètre : Circonscription départementale du Rhône

Source : Etalab - données au 01-01-2021

Fonds de solidarité en 2020

	Nombre d'aides	Nombre d'entreprises	Montant total (en millions €)
Ain	45 258	14 810	84
Isère	116 630	36 714	218
Loire	61 506	19 434	115
Rhône	216 560	63 609	409
Auvergne-Rhône-Alpes	804 276	248 173	1 537
France	6 343 599	1 893 755	12 117

Les 5 premiers secteurs bénéficiaires dans le Rhône (en % du montant global)



Périmètre : Circonscription départementale du Rhône

Source : Etalab - Fonds de solidarité : volet 1 - données au 18-01-2021

Plus d'informations : <https://www.economie.gouv.fr/covid19-soutien-entreprises/les-mesures>

■ Report d'échéances fiscales

132 millions d'euros de reports d'échéances fiscales

132 millions d'euros de reports d'échéances fiscales ont été accordés à 2 820 entreprises du Rhône. Le département représente 38% des montants accordés au niveau régional.

Le montant moyen s'établit à 46 840 euros dans le Rhône contre 33 090 euros en France et 34 060 euros en Auvergne-Rhône-Alpes.

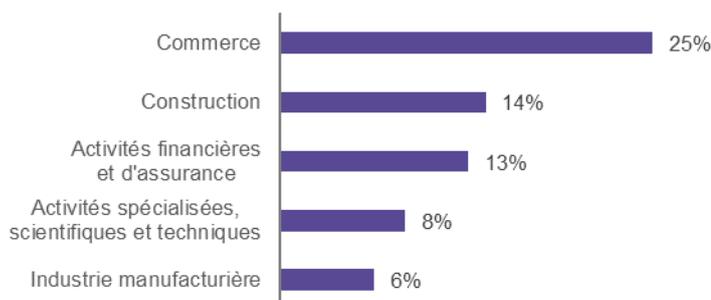
Avec 25% du montant global des reports d'échéances fiscales, le commerce est le premier secteur bénéficiaire dans le département, il est suivi par le secteur de la construction (14%) et des activités financières et d'assurance (13%). Le commerce arrive également au premier rang dans la région et en France.

En revanche, l'industrie manufacturière est au deuxième rang aussi bien en Auvergne-Rhône-Alpes qu'en France (respectivement 21% et 17% du montant global).

Report d'échéances fiscales en 2020

	Nombre de reports	Montant total (en millions €)
Ain	520	19,2
Isère	1 452	39,6
Loire	907	39,7
Rhône	2 819	132,0
Auvergne-Rhône-Alpes	10 259	349,4
France	96 694	3 199,6

Les 5 premiers secteurs bénéficiaires dans le Rhône (en % du montant global)



Périmètre : Circonscription départementale du Rhône

Source : Etalab - données au 10-12-2020

■ Activité partielle

Avec le deuxième confinement, le chômage partiel repart à la hausse

En novembre 2020, 15 790 demandes d'indemnisation ont été faites par les entreprises du Rhône pour 77 000 salariés et 6 millions d'heures chômées soit l'équivalent de 39 600 salariés à temps plein (ces chiffres ne sont pas définitifs, les entreprises pouvant faire leur demande pendant un an). Le Rhône représente 31% du volume d'heures indemnisées de la région.

Au cours de l'année, le pic a été atteint au mois d'avril, mois entièrement concerné par le premier confinement, 190 690 ETP ont fait l'objet d'une indemnisation dans le département.

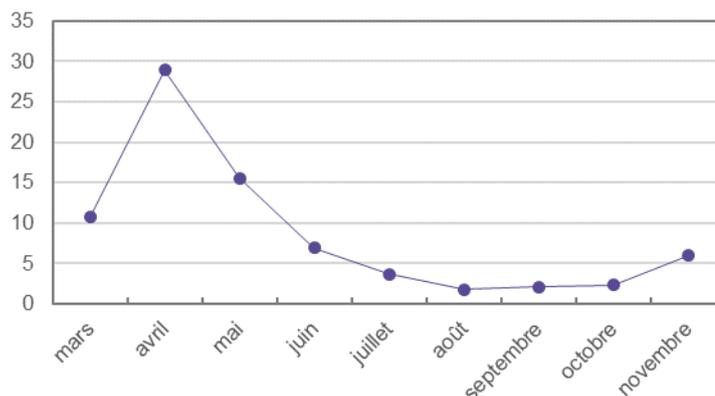
En novembre, au niveau régional, trois secteurs concentrent près des trois quarts du volume global d'heures indemnisées. L'hébergement-restauration représente 35% du volume d'heures indemnisées, le commerce 22% et les autres activités de services, qui incluent notamment les activités culturelles, sportives et de loisir, 16%.

Activité partielle en novembre 2020

	Nombre de demandes d'indemnisation	Effectif	Nombre d'heures (en millions)	ETP*
Ain	3 660	15 180	1,1	7 580
Isère	8 000	34 590	2,5	16 550
Loire	5 140	21 760	1,6	10 330
Rhône	15 790	77 010	6,0	39 590
Auvergne-Rhône-Alpes	57 960	253 220	19,1	126 000
France	466 000	2 264 000	181,4	1 196 000

* ETP : équivalent temps-plein

Nombre d'heures chômées indemnisées dans le Rhône (en million)



Périmètre : Circonscription départementale du Rhône

Source : Dares - données extraites au 19-01-2021

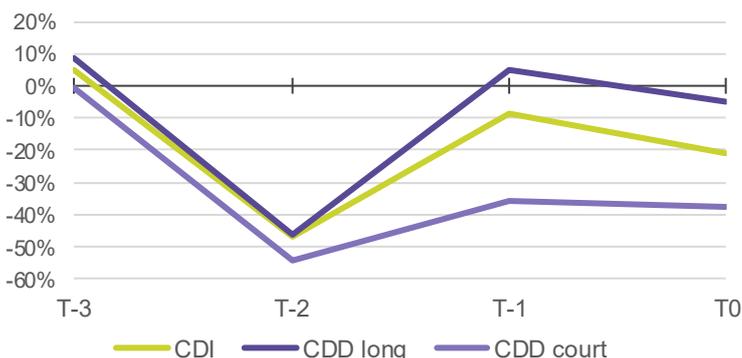
■ Déclarations d'embauche

Les contrats courts en forte réduction

189 800 déclarations préalables à l'embauche ont été enregistrées entre septembre et novembre 2020. C'est 30% de moins qu'à la même période en 2019, signe d'une forte réduction des opportunités d'emploi.

Les CDD courts (contrats de moins d'un mois) qui enregistrent la plus forte contraction : -38 %. Ils représentent 62 % des déclarations d'embauche. Les CDI et surtout les CDD longs connaissent des baisses moins fortes (respectivement -21% et -5%).

Evolution annuelle des déclarations d'embauche (en %)



Evolutions sur trois mois glissants par rapport à la même période l'année précédente : T0 correspond à l'évolution entre septembre 2020 à fin novembre 2020 et septembre 2019 à fin novembre 2019, T-1 à celle entre juin 2020 à fin août 2020 et juin 2019 à fin août 2019...

Périmètre : Circonscription départementale du Rhône

Source : Acooss-Urssaf - Baromètre 69 - Décembre 2020

■ Emplois salariés du secteur privé

Au troisième trimestre, la baisse des effectifs salariés privés ralentit

Les établissements du secteur privé de la métropole de Lyon emploient près de 596 400 salariés à la fin du troisième trimestre 2020. Ce nombre est en recul de 0,6 % en un an (après -1,6 % au 2^e trimestre), soit 3 890 postes perdus par rapport au 3^e trimestre 2019.

La baisse de l'emploi est surtout marquée dans les services aux entreprises et dans l'industrie (respectivement -1,7 % et -1,1 %). L'Urssaf précise que dans le Rhône, la majorité des postes détruits l'ont été au sein de la fabrication de matériels de transport, de la fabrication des équipements électriques, électroniques et informatiques et de l'hébergement-restauration.

A l'inverse, la croissance annuelle des effectifs salariés s'intensifie dans le bâtiment et les travaux publics dans la métropole de Lyon (+3,1 %).

Nombre d'emplois salariés par secteur d'activité et évolution en un an

	Nombre d'emplois	Evolution en un an
Industrie, énergie, environnement	75 521	-1,1%
Bâtiment - Travaux publics	37 164	3,1%
Commerce de gros et automobile	43 758	0,0%
Commerce de détail	40 114	-0,7%
Transports - logistique	37 907	0,2%
Services aux entreprises, finance, immobilier	232 235	-1,7%
Services aux particuliers	129 678	0,1%
Total	596 377	-0,6%

Périmètre : Métropole de Lyon

Source : Acooss-Urssaf - Données brutes - 3^e trimestre 2020

■ Bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) et de la prime d'activité (PPA)

44 580 foyers bénéficiaires du RSA fin novembre 2020 dans la métropole de Lyon

Entre novembre 2019 et novembre 2020, la métropole de Lyon compte près de 5 000 foyers supplémentaires bénéficiaires du RSA (+10,1 % en un an). Dans le même temps, le nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité (PPA) augmente de 2,2 % pour atteindre 102 380 fin novembre 2020 (+ 2 160 foyers).

La croissance la plus forte s'observe pour les foyers percevant le RSA uniquement (sans PPA) avec +12,8 % en un an. Cette hausse illustre la poursuite du recul des opportunités d'emploi. Une part des allocataires alternant auparavant des situations d'emploi précaire et de chômage se retrouvent désormais privés de « petits boulots ». S'ajoute à cela la réforme de l'assurance chômage de novembre 2019 qui, par l'allongement à six mois de la condition d'activité pour bénéficier d'une indemnisation chômage, anticipe l'arrivée dans le RSA de personnes qui auparavant auraient été d'abord indemnisées par Pôle emploi.

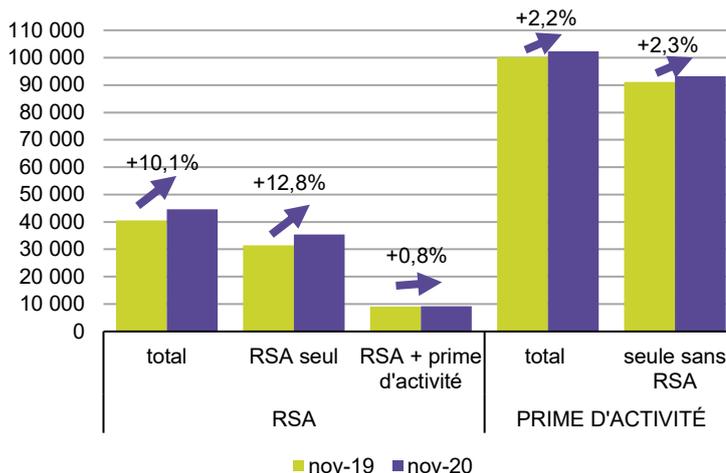
Des profils de bénéficiaires du RSA plus durement touchés par la crise

Le bond des entrées au RSA de juin 2020 s'est traduit par une forte croissance du nombre de bénéficiaires au RSA depuis un à trois mois (+31 % entre septembre 2019 et septembre 2020). Les bénéficiaires depuis plus de deux ans, durablement éloignés de l'emploi, sont plus affectés par la crise et leur nombre a crû de 13,7 %. Fin septembre 2020, ils représentent 62,7 % des allocataires du RSA (+ 1 point en un an).

Le nombre d'hommes seuls et de femmes seules sans enfant a augmenté fortement (respectivement +16,3 % et +16,2 % contre +12,1 % en moyenne). A noter que cette tendance est nouvelle puisque sur la période septembre 2018 - septembre 2019, ces profils de bénéficiaires étaient plutôt en nombre stable avec des évolutions plus modérées qu'en moyenne.

Enfin, l'impact de la crise s'est fortement fait ressentir sur les 25-29 ans avec une hausse de 19,8 % en un an (+ 1 530 foyers allocataires) et sur les 30-39 ans (+13,1% et 1 680 bénéficiaires de plus). Ces tranches d'âges étaient auparavant sur des tendances nettement plus favorables (en recul entre septembre 2018 et septembre 2019 pour les deux classes d'âge).

Evolution du nombre de foyers bénéficiaires entre novembre 2019 et novembre 2020



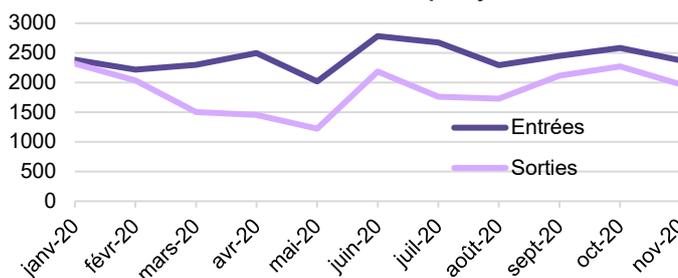
Source : Caf du Rhône - données semi-définitives

Nombre de foyers allocataires fin novembre 2020

Allocataires du RSA	44 580
Allocataires prime d'activité	102 380

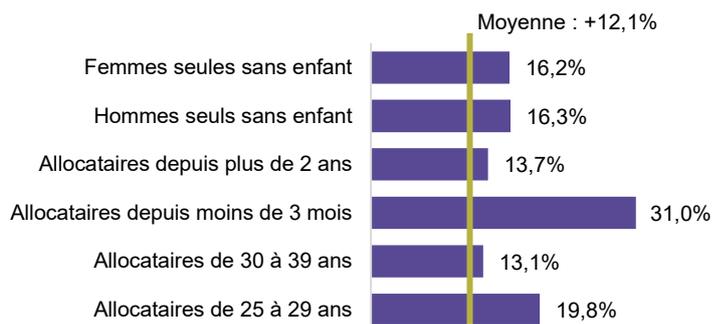
Source : Caf du Rhône - données semi-définitives

Les entrées et sorties mensuelles du RSA depuis janvier 2020



Source : Caf du Rhône - données semi-définitives

Plus fortes hausses observées entre septembre 2019 et septembre 2020, en %



Source : Caf du Rhône - données semi-définitives

Périmètre : Métropole de Lyon

Définitions :

Le revenu de solidarité active (RSA) complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti. Cette allocation varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfant(s) à charge, du montant des revenus d'activité du foyer, de certaines autres ressources (pensions alimentaires, rentes, indemnités chômage...) et des aides au logement perçues.

La prime d'activité (PPA) vise à lever les freins monétaires au retour à l'emploi et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes. Elle constitue une aide à l'emploi pour les jeunes actifs âgés de 18 à 25 ans, y compris les étudiants et les apprentis. Elle est calculée sur la base des ressources de l'ensemble du foyer déclarées trimestriellement à la Caf.

■ Demandeurs d'emploi

87 330 demandeurs d'emploi sans activité fin novembre 2020

Entre février 2020 et novembre 2020, la demande d'emploi de catégorie A a crû fortement dans la métropole de Lyon : + 12,6 %, soit 9 750 personnes supplémentaires en neuf mois. A noter que les catégories B progressent peu et que les catégories C sont en recul sensible. La hausse est un peu plus forte dans le Nouveau Rhône pour les catégories A, B et C.

Les sorties cumulées de Pôle emploi sur la dernière année bien inférieures aux entrées

Le solde des entrées-sorties de Pôle emploi, équilibré voire négatif avant la crise, est désormais largement positif illustrant le nombre des entrées bien supérieur à celui des sorties.

Sur la période de décembre 2019 à novembre 2020 (cumul de douze mois), les sorties de Pôle emploi ont reculé de 11,5 % en lien avec la forte baisse des offres d'emploi qui atteint 28,6 % sur la même période par rapport à l'année précédente.

Parallèlement, les entrées à Pôle emploi ont diminué de 4,9 %. A noter cependant que le nombre d'entrées suite à un licenciement économique est en progression de 11 % tout comme les fins de missions intérim (+6,7 %) et les démissions (+4,1 %).

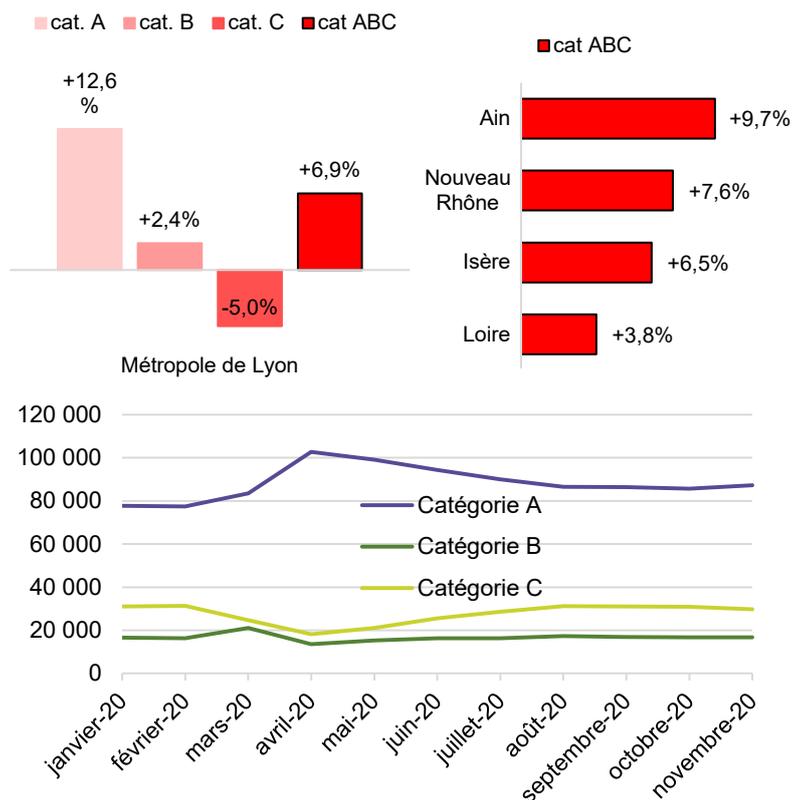
Une hausse du nombre de demandeurs d'emploi ayant un droit ouvert au RSA près de deux fois plus forte

Le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires du RSA (cat. A) a crû de 20,4 % entre novembre 2019 et novembre 2020 représentant 1 170 personnes supplémentaires (contre 11,3 % pour l'ensemble des catégories A).

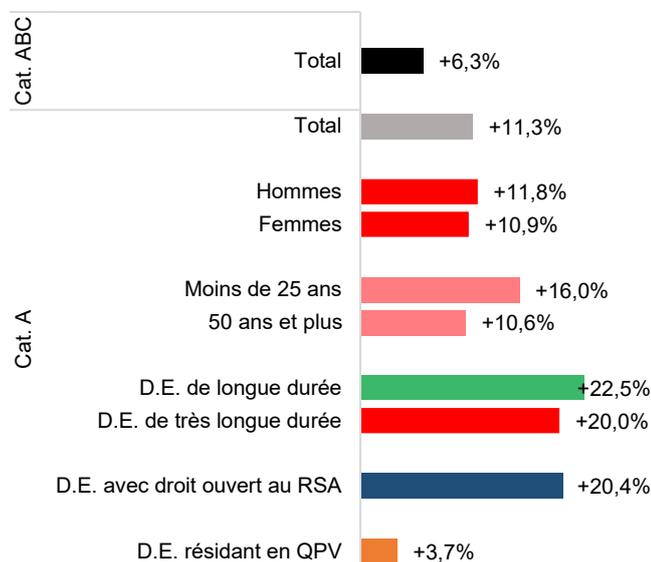
Les effectifs des demandeurs d'emploi de longue durée continuent de progresser deux fois plus vite qu'en moyenne. En un an, la hausse atteint 22,5 % pour les catégories A soit l'équivalent de 3 000 personnes de plus. Il est à souligner que les demandeurs d'emploi de longue durée représentent désormais 47 % du total des demandeurs de catégories A, B, C. Cette part, qui a doublé en dix ans, alerte à la fois sur la précarisation des emplois et sur les conséquences de la crise sanitaire actuelle sur les personnes durablement éloignées de l'emploi.

Enfin, la progression soutenue de la demande d'emploi (cat. A) des moins de 25 ans des derniers mois se poursuit. Le taux de croissance annuel atteint 16 % sur un an soit près de 5 point de plus que la hausse moyenne toutes classes d'âge confondues.

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi, entre février 2020 et novembre 2020 (données cvs)



Evolution en un an du nombre de demandeurs d'emploi dans la métropole de Lyon, selon le profil



Nombre de demandeurs d'emploi fin novembre 2020 dans la métropole de Lyon

Catégorie A	87 330
Catégorie B	16 860
Catégorie C	30 560
Catégories ABC	134 750

Périmètre : Métropole de Lyon

Source : Pôle Emploi - STMT - données brutes

■ Evolution du produit intérieur brut (PIB) national : estimations

Estimation puis prévision d'évolution du PIB français

	1 ^{er} trimestre 2020	2 ^e trimestre 2020	3 ^e trimestre 2020	Prévision 4 ^e trimestre 2020	Prévision 1 ^{er} trimestre 2021	Prévision 2 ^e trimestre 2021
Insee	-5,9%	-13,8%	+18,7%	-4%	+3%	+2%
			Réalisation 2019	Projection 2020	Projection 2021	Projection 2022
Banque de France			+1,5%	-9%	+5%	+5%
						Projection 2023
						+2%

Sources :

- Insee, Point de conjoncture, 15 décembre 2020. PIB en volume corrigé des variations saisonnières et des jours ouvrables (cvs-cjo). Evolution par rapport au trimestre précédent.
- Banque de France - Projections macroéconomiques France, 14 décembre 2020. PIB réel corrigé des jours ouvrables. Variation annuelle.

Les travaux de l'Observatoire partenarial lyonnais en économie sont l'expression d'un partenariat entre la Métropole de Lyon, la Ville de Lyon, la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne, le Medef Lyon-Rhône, l'Université de Lyon, la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône, la CPME, Pôle Emploi, l'Aderly, le Cecim, Vienne Condrieu Agglomération, le Pôle métropolitain, OnlyLyon Tourisme et Congrès et l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise, en association avec le Sgar, l'Insee, la Banque de France, l'Urssaf, la Caisse des Dépôts et Consignations et la Direccte du Rhône.



Agence d'**Urbanisme** de l'aire
métropolitaine **lyonnaise**

Métropole de Lyon, Etat, Département du Rhône, Sepal, Sytral, Epora, Pôle Métropolitain, Communautés d'agglomération Annonay Rhône Agglo, du Bassin de Bourg en Bresse, Porte de l'Isère, Vienne Condrieu agglomération, Communautés de communes de l'Est lyonnais, de la Dombes, de la Vallée du Garon, des Monts du Lyonnais, des Vallons du Lyonnais, du Pays de l'Arbresle, du Pays de l'Ozon, Miribel et Plateau, Communes de Bourgoin-Jallieu, de Caluire-et-Cuire, de Lyon, de Romans-sur-Isère, de Saint-Priest, de Tarare, de Vaulx-en-Velin, de Vénissieux, de Vienne, de Villeurbanne, Syndicats mixtes des Scot de l'Ouest lyonnais, de la Boucle du Rhône en Dauphiné, des Rives du Rhône, du Beaujolais, du Nord-Isère, du Val de Saône-Dombes, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, Agence régionale de santé, Caisse des dépôts et consignations, Chambre de commerce et d'industrie de Lyon Métropole, Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône, Grand Lyon Habitat, Lyon Métropole Habitat, Syndicat mixte de transports de l'aire métropolitaine lyonnaise, Syndicat mixte Plaines Mont d'or, Syndicat mixte du Grand Parc Miribel Jonage

Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient - 69326 Lyon - Cedex 03
Tél. 04 81 92 33 www.urbalyon.org

Directeur de la publication : **Damien Caudron**
Réfèrent : **Clarisse Garin-Hameline** 04 81 92 33 40 c.garinhameline@urbalyon.org
Infographie : Agence d'urbanisme